

La fiscalité nous permet de nous offrir collectivement des services et une qualité de vie supérieurs

En moyenne, chaque personne au Québec reçoit (de tous les paliers gouvernementaux) l'équivalent de près de 17 000 \$ en services publics chaque année.

Chiffre pour 2007-2008, publié dans un rapport de recherche de Pierre Gouin et Gabriel Sainte-Marie, 2012, Les services publics : un véritable actif pour les ménages québécois. La valeur redistributive de l'offre et de la consommation des services publics, IREC, 39 pages.

1

Les revenus de l'État sont à la baisse

Liste des pertes de revenus volontaires de l'État québécois depuis 2000 au niveau de l'imposition des particuliers

CATÉGORIES	PERTES DE REVENUS VOLONTAIRES DE L'ÉTAT (en M\$)
Baisse d'impôts de 2000 à 2003	6700
Baisse d'impôt de 2003 à 2008	2218
Déductions fiscales	924
TOTAL	9842

Philippe Hurteau, 2008, D'où vient la « crise » des finances publiques ?, Note socio-économique de l'IRIS, 8 pages.

2

La fiscalité nous permet de nous offrir collectivement des services et une qualité de vie supérieurs

Ce que la population ne paie pas à travers ses impôts, elle devra le payer autrement.

Par exemple, aux États-Unis, la population n'a pas accès à un système de santé universel et doit se doter d'une assurance maladie privée. Les primes annuelles de cette assurance peuvent atteindre 7000 \$ pour une personne seule et 17 000 \$ pour une famille de deux adultes et deux enfants.

CSN, 2009, « Payons-nous réellement plus qu'ailleurs ? », Fiche 2 de la série Se donner le Québec qu'on veut!, 5 pages.

3

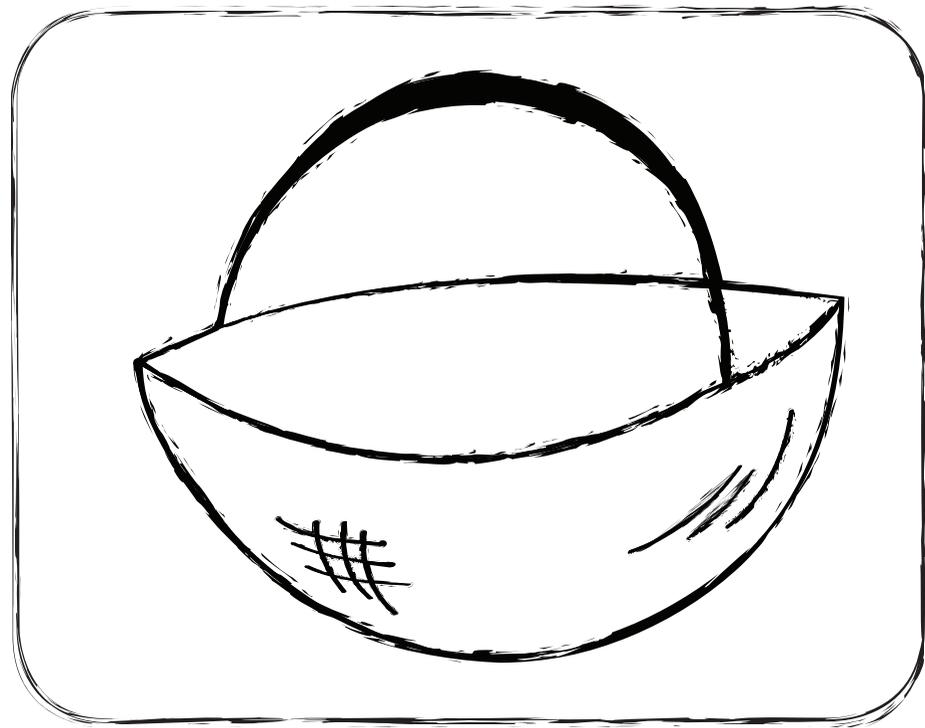
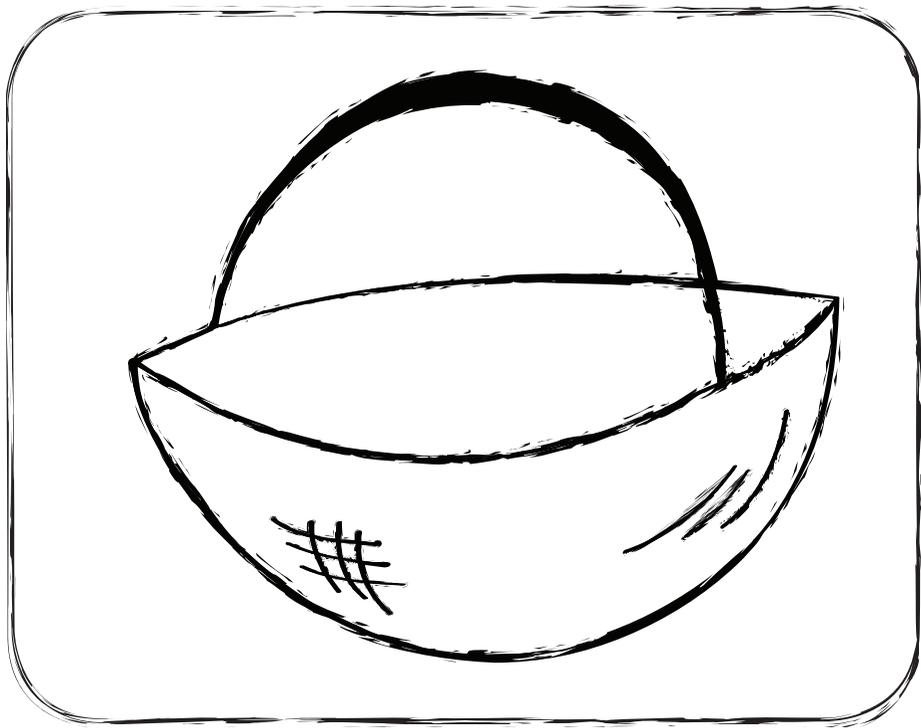
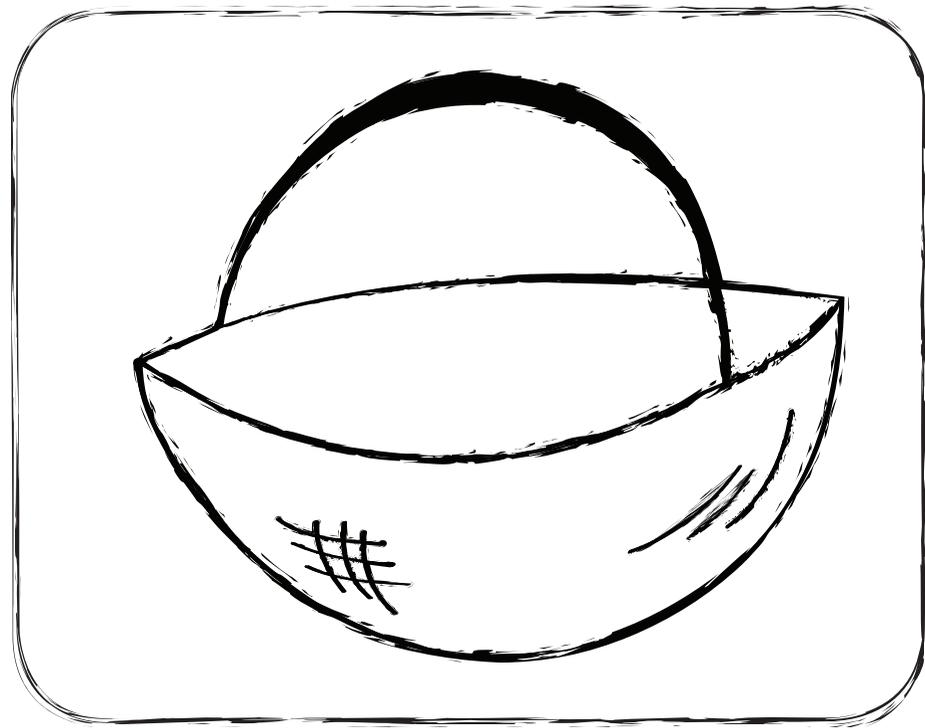
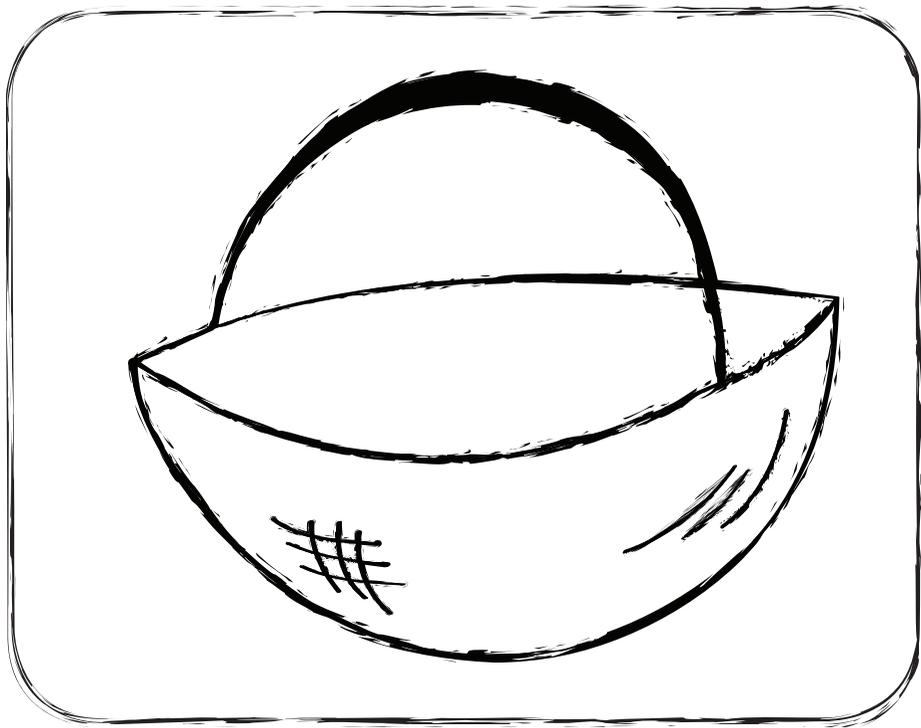
Moins d'impôts, plus de taxes

Depuis quelques années, le gouvernement québécois a diminué les impôts, mais a augmenté les taxes et certains tarifs (hausse de la TVQ, création de la « taxe santé », hausse des tarifs d'électricité, etc.).

En général, les hausses de taxes et de tarifs ont un impact plus grand sur les ménages à revenus faibles ou moyens (à moins qu'une mesure correctrice, comme un crédit d'impôt basé sur le revenu, vienne les compenser).

Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics et Philippe Hurteau, Guillaume Hébert, Francis Fortier, 2010, La révolution tarifaire au Québec, rapport de recherche de l'IRIS, 41 pages.

4



Moins d'impôts, plus de taxes

Importance des différentes sources de revenus autonomes du gouvernement du Québec, 1996 et 2013

Sources de revenus autonomes	Budget 1996-1997	Budget 2013-2014
Impôt sur le revenu des particuliers	42 %	36 %
Impôts sur le revenu des entreprises	9 %	8 %
Cotisation au Fonds des services de santé	12 %	12 %
Taxes à la consommation	23 %	30 %
Droits, permis et vente de biens et de services	5 %	4 %
Société d'État	6 %	9 %

Source: MINISTÈRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC. Document budgétaires.

On observe que la part de l'impôt dans les revenus du gouvernement du Québec a diminué, alors que la part des taxes et celle des revenus des sociétés d'État ont augmenté.

CSQ, mai 2014, Mémoire présenté dans le cadre des consultations prébudgétaires du ministère des Finances du Québec, 25 pages.

5

Des entreprises assistées sociales ?

En 2008, les entreprises québécoises ont reçu environ 5,7 milliards \$ en subventions du gouvernement du Québec.

Toujours en 2008, ces entreprises ont payé 4,6 milliards en impôt à l'État québécois.

Toutefois, elles ont aussi payé des taxes à la consommation et contribué aux charges sociales de leur personnel, au Fonds des services de santé, etc.

Statistique Canada, tableau 384-0004, dans Pierre Gouin et Gabriel Sainte-Marie, 2012, Les services publics: un véritable actif pour les ménages québécois. La valeur redistributive de l'offre et de la consommation des services publics, rapport de recherche de l'IREC, 39 pages.

6

Nos impôts nous reviennent !

Au Québec, la grande majorité des dépenses publiques (fédérales, provinciales et locales) vont aux services à la population :

62 %	Transferts aux personnes, services de santé et sociaux, système d'éducation.
12,5 %	Autres services comme la police, la justice, les routes, la protection de l'environnement, etc.
13 %	Autres programmes comme le logement, l'environnement, les loisirs, la culture, le développement de l'industrie, la recherche, etc.
8,5 %	Service de la dette
4 %	Administration (3,6 %) et autres dépenses (0,4 %)

Chiffes pour 2007-2008 calculés par le Collectif pour un Québec sans pauvreté, à partir du tableau de Statistique Canada (385-0001) dans Pierre Gouin et Gabriel Sainte-Marie, 2012, Les services publics: un véritable actif pour les ménages québécois. La valeur redistributive de l'offre et de la consommation des services publics, IREC, 39 pages.

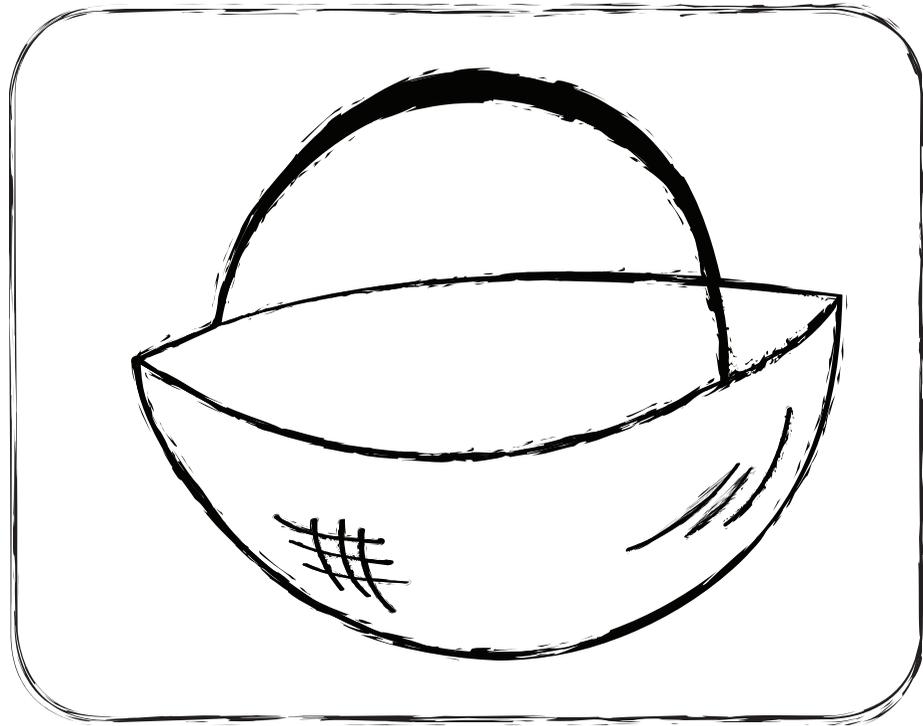
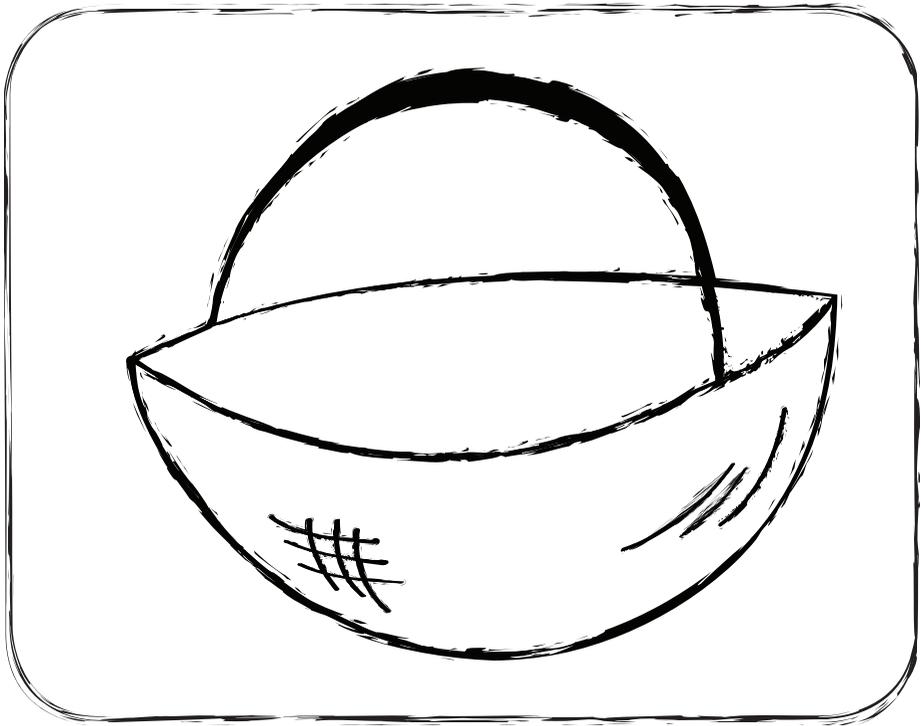
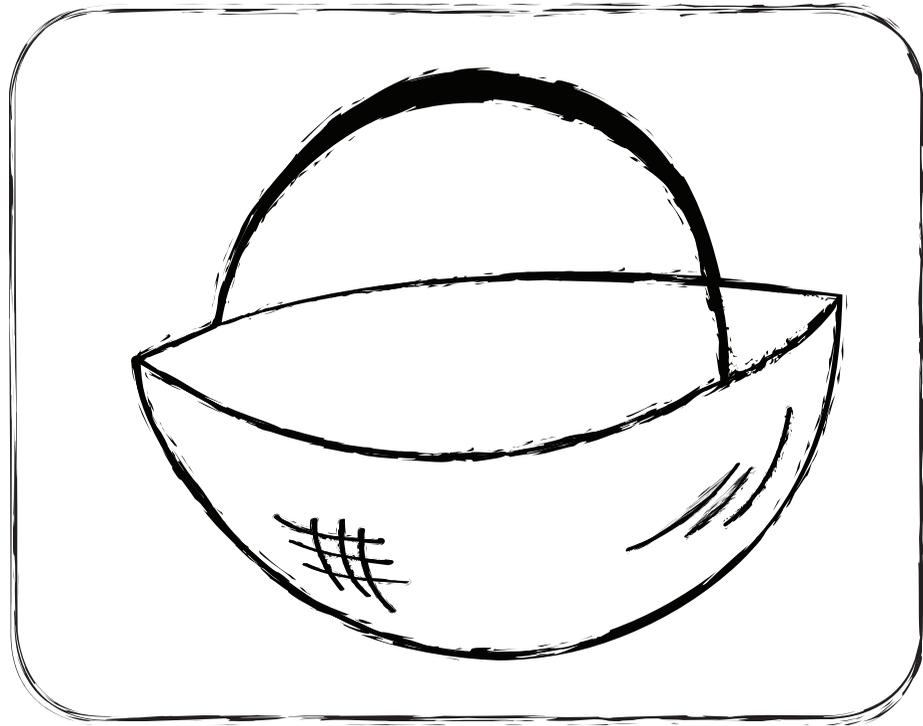
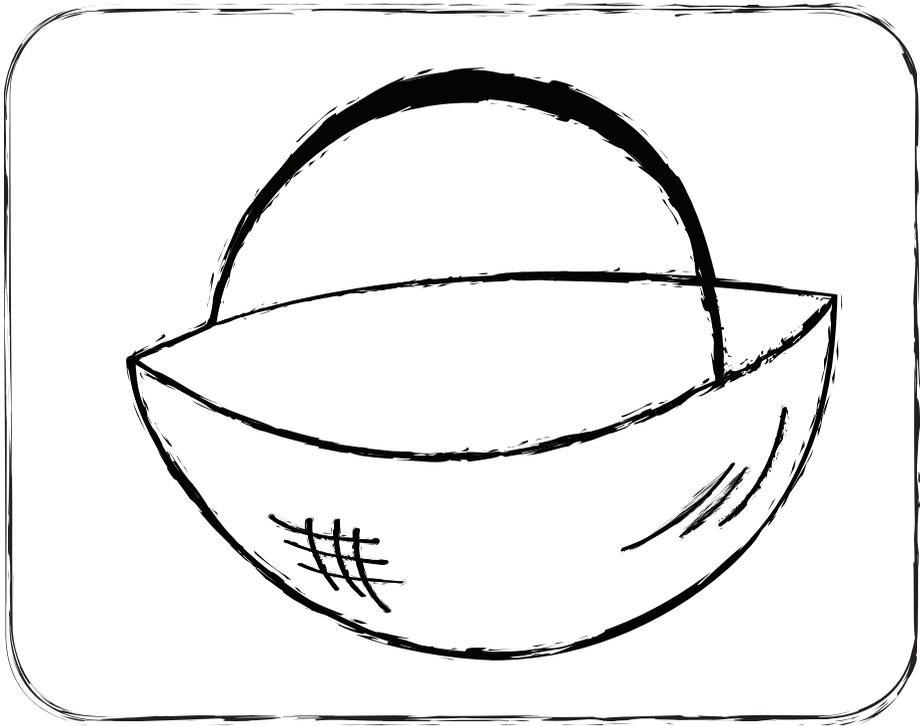
7

Le taux d'imposition des pauvres a augmenté, et celui des riches a diminué

	Plus bas palier d'imposition	Plus haut palier d'imposition
Avant 1988 (16 paliers d'impôt)	13 %	28 %
2013 (4 paliers d'impôt)	16 %	25,75 %

Francis Fortier et Simon Tremblay-Pepin, 2013, Les Québécois.es: les plus imposés.es en Amérique du Nord?, Note socio-économique de l'IRIS, 12 pages.

8



Financer nos services publics, c'est possible !

Selon une coalition de groupes sociaux, l'État québécois pourrait faire des économies et aller chercher de nouveaux revenus pour financer les services publics.

Par exemple :

- Passer de 4 à 10 paliers d'impôt apporterait 1 milliard \$ supplémentaires à l'État et ferait en sorte que 87 % des contribuables (les moins riches) paieraient moins d'impôts.

Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, septembre 2014, 10 milliards \$ de solutions. Nous avons les moyens de faire autrement!, document sur les solutions fiscales, 31 pages.

9

Des tarifs d'électricité qui montent en flèche

Au cours des dernières années, le gouvernement a réduit les impôts, mais a augmenté les taxes et tarifs. Les tarifs d'électricité, gelés depuis 1998, ont été dégelés en janvier 2004.

Entre 2004 et 2013, les tarifs d'électricité ont augmenté d'environ 20 %. Toutefois, durant la même période, les revenus des plus pauvres ont stagné*.

Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, www.nonauxhausses.org et Paul Huot, 6 août 2014, «Hausse des tarifs d'Hydro-Québec: les défenseurs de l'éolien crient à la désinformation», Radio-Canada.

** Revenus après impôt, Tableau 202-0703, Statistique Canada 2011.*

10

L'électricité coûte plus cher pour les pauvres

En 2010, Hydro-Québec évaluait qu'une personne seule avec un revenu de 10 000 \$ par an consacrait en moyenne 8,8 % de son revenu à sa facture d'électricité, alors qu'une personne ayant un revenu de 60 000 \$ n'y consacrait que 1,7 %.

Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, 2013, Hydro-Québec: détournement de mission. Le courant avant le profit!, 20 pages.

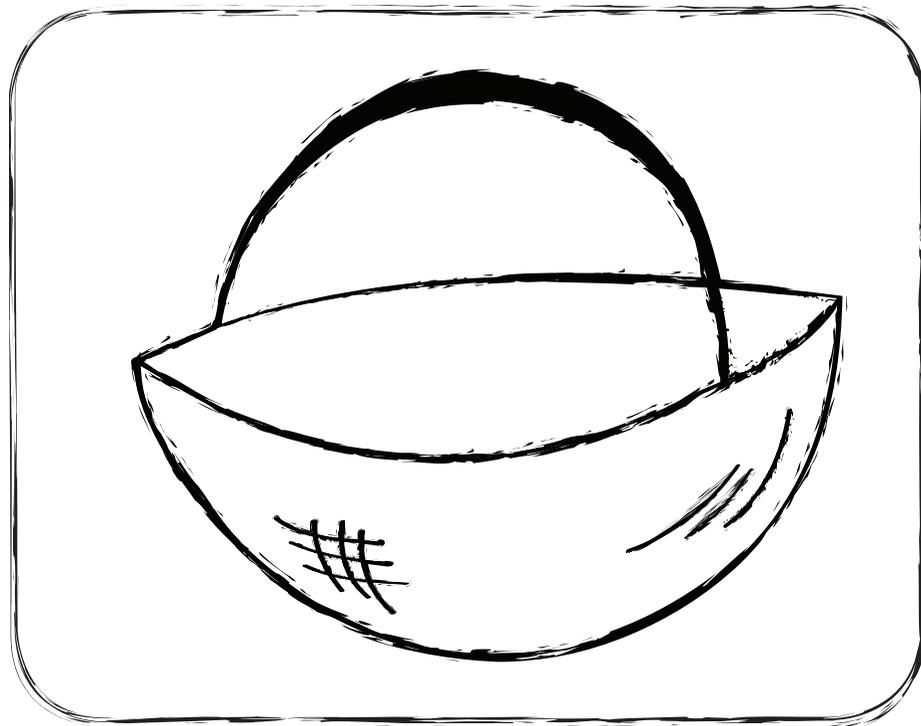
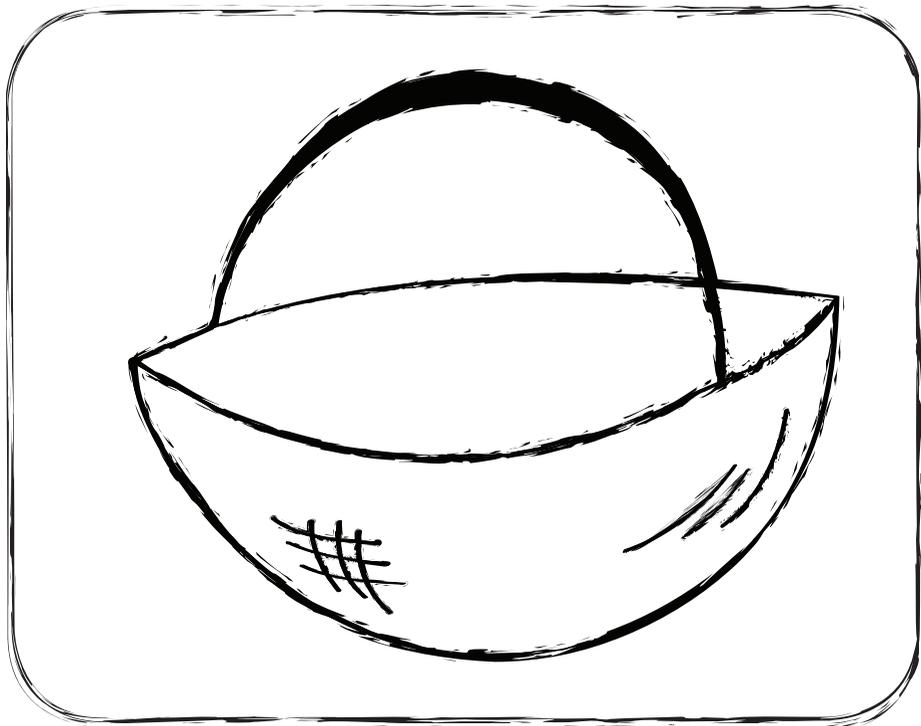
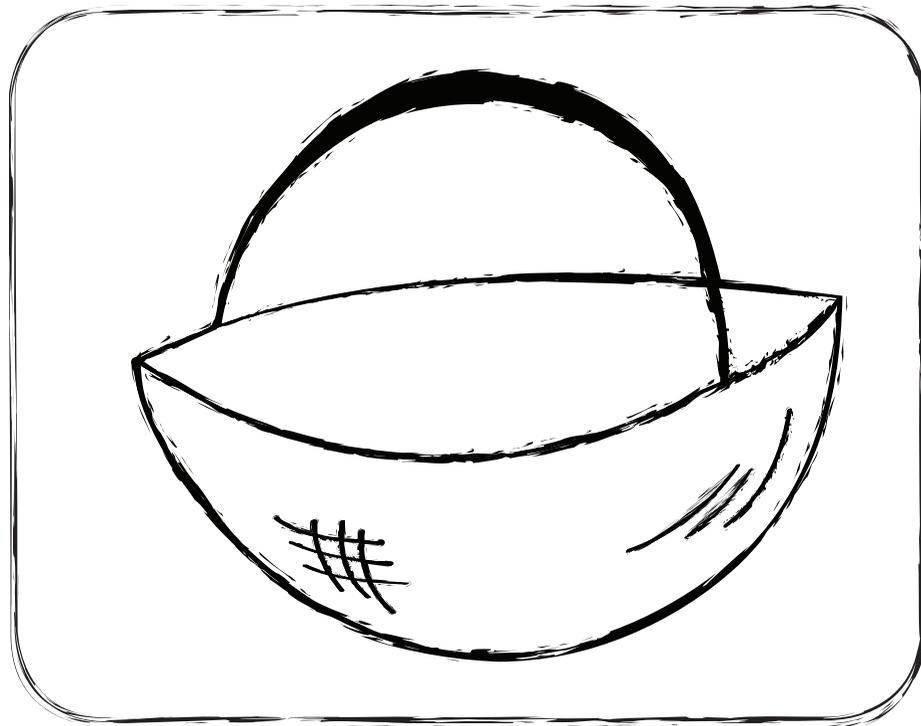
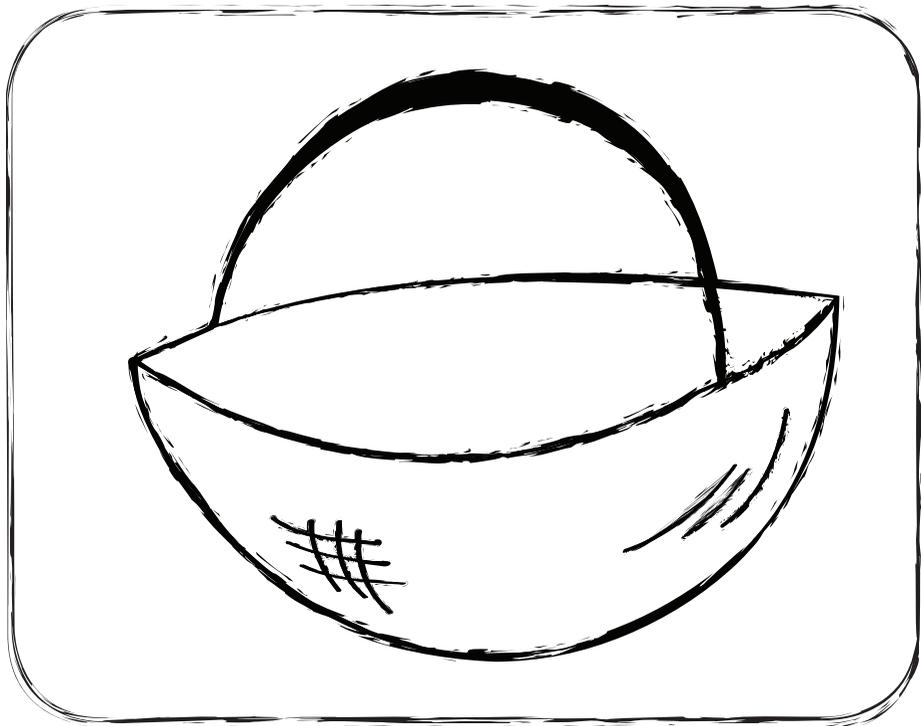
11

Les entreprises paient de moins en moins d'impôts

Année	Taux général combiné (fédéral et provincial)	Taux de base combiné (fédéral et provincial) pour les PME
2000	38 %	22 %
2005	31 %	22 %
2010	30 %	19 %
2014	27 %	19 %

Centre québécois de formation en fiscalité (CCFF inc.), Taux d'imposition combinés des sociétés privées (Québec), tableaux des années 2000, 2005, 2010 et 2014. <http://www.cqff.com/bibliotheque/taux-tablesimpotsociete.htm>

12



Impôt des entreprises

La taxe sur le capital imposait les sociétés sur leurs immobilisations (succursales, entrepôts), leur capital-actions, leurs dettes à long terme et leurs réserves et surplus. Cette taxe a été éliminée au Québec en 2011.

La taxe sur le capital rapportait plus de 1,5 milliard \$ à l'État québécois. Même si le taux d'imposition des grandes entreprises a été un peu augmenté (de 8,9 % à 11,9 %), ce n'est pas suffisant pour compenser cette perte.

CSQ, mai 2014, Mémoire présenté dans le cadre des consultations prébudgétaires du ministère des Finances du Québec, 25 pages. Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, 2014, 10 milliards \$ de solutions. Nous avons les moyens de faire autrement!, document sur les solutions fiscales, 31 pages.

26

L'impôt des riches à la baisse

Les riches participent à l'effort fiscal et paient même une part grandissante du total des impôts au Québec, en argent versé. Toutefois, en pourcentage de leurs revenus, leur contribution a diminué.

Taux effectif d'impôt du 1 % des QuébécoisEs les plus riches, 1982-2010:

1982: Environ 38,5 %

1998: Environ 42 %

2010: Environ 35 %

Statistique Canada, CANSIM Tableau 204-0002, dans Simon Tremblay-Pepin, Julia Posca et Guillaume Hébert, 28 janvier 2013, Le 1% au Québec: plus de revenus, moins d'impôts, Blogue de l'IRIS.

14

À qui profitent les baisses d'impôts ?

Gains découlant de la réduction d'impôt de 950 M \$ du budget 2007-2008 selon la tranche de revenus des ménages

REVENU MOYEN	BAISSE D'IMPÔT (en \$)
25 000 \$	0
50 000 \$	110
75 000 \$	649
100 000 \$	720
150 000 \$	1859

Philippe Hurteau, 2008, D'où vient la « crise » des finances publiques ?, Note socio-économique de l'IRIS, 8 pages.

15

Financer nos services publics, c'est possible !

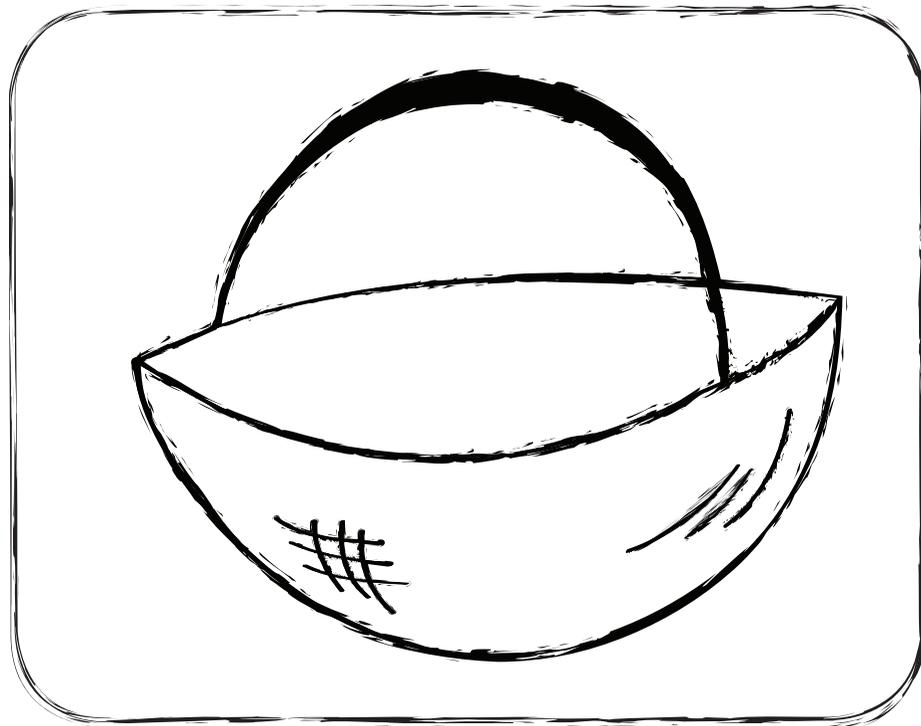
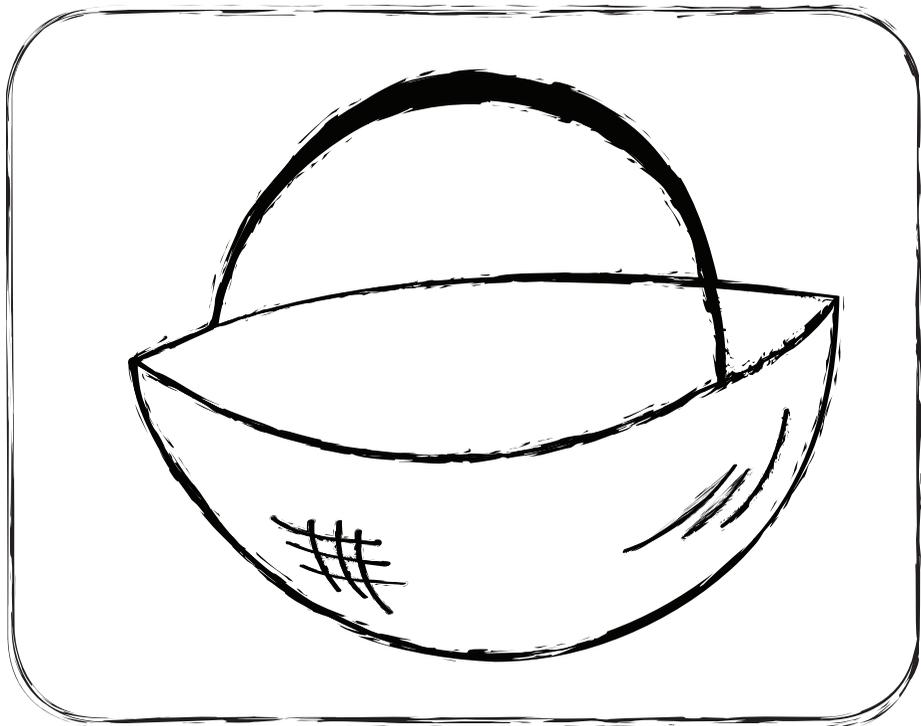
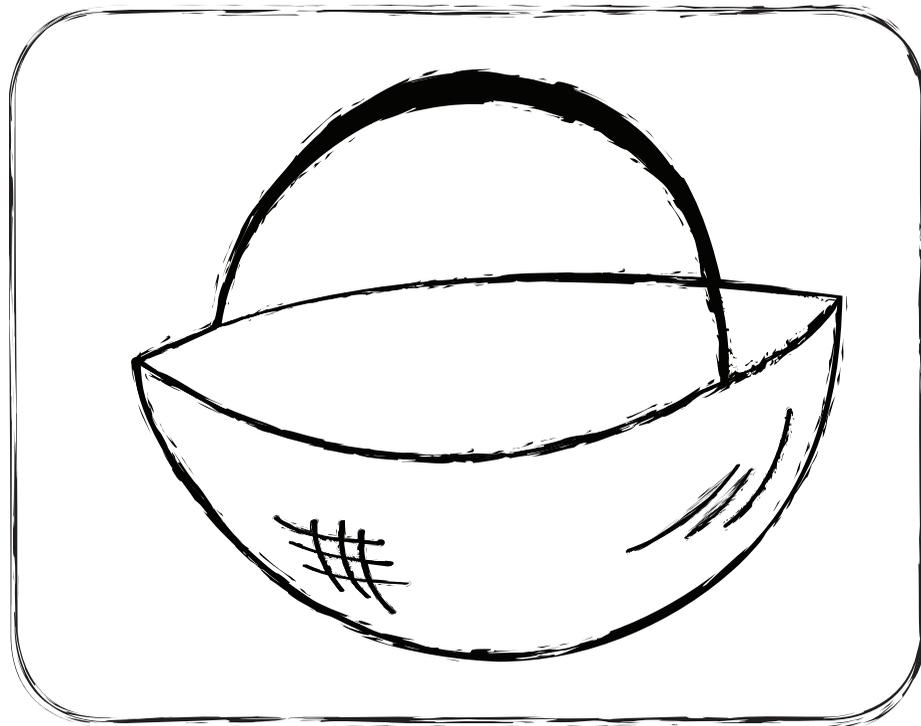
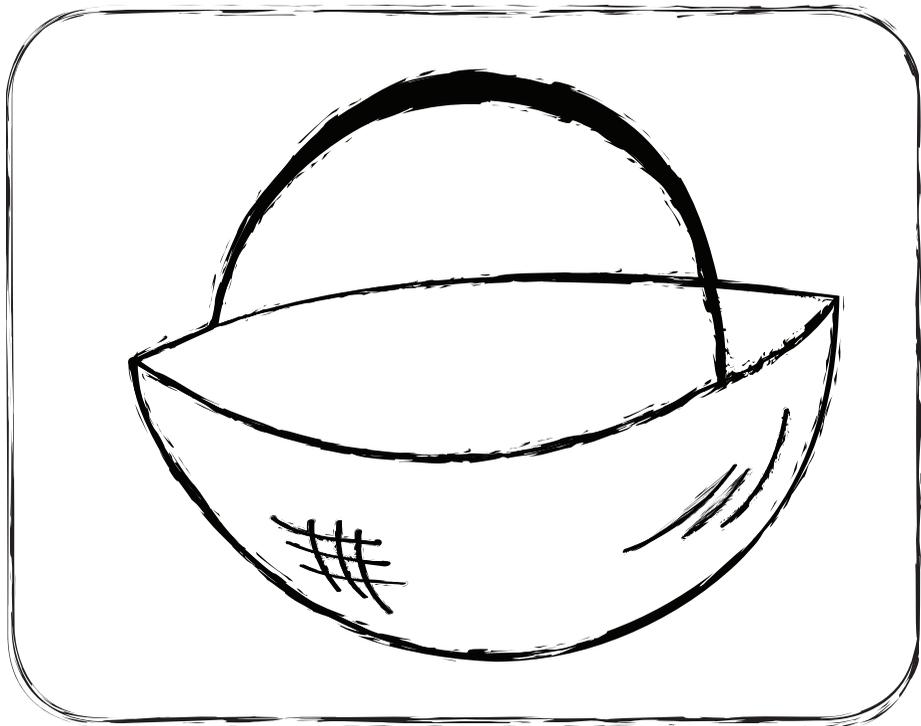
Selon une coalition de groupes sociaux, l'État québécois pourrait faire des économies et aller chercher de nouveaux revenus pour financer les services publics.

Par exemple :

- Augmenter le taux d'imposition provincial des entreprises à 15 % rapporterait 1,2 milliard \$ à l'État.
- Augmenter les redevances des entreprises sur l'exploitation des ressources naturelles rapporterait 410 millions \$.

Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, septembre 2014, 10 milliards \$ de solutions. Nous avons les moyens de faire autrement!, document sur les solutions fiscales, 31 pages.

16



Éliminer la pauvreté pourrait nous faire économiser !

On estime que la pauvreté coûte chaque année à la société canadienne au moins 24,4 milliards \$ (problèmes de santé, criminalité, itinérance, perte de productivité, etc.). Cela s'ajoute aux coûts privés assumés directement par les personnes en situation de pauvreté (48,1 milliards \$).

En investissant pour ramener toutes les personnes pauvres au-dessus du seuil de pauvreté, il serait possible de réaliser d'énormes économies. Si combattre la pauvreté engendre des coûts, la tolérer en engendre de plus élevés encore – et cela, sans parler des coûts « humains », difficilement quantifiables, sur la santé et la qualité de vie des personnes qui la subissent.

Conseil national du bien-être social, automne 2011, «Le sens des sous pour résoudre la pauvreté», rapport, volume 132 pages.

17

Financer nos services publics, c'est possible !

Selon une coalition de groupes sociaux, l'État québécois pourrait faire des économies et aller chercher de nouveaux revenus pour financer les services publics.

Par exemple :

- Mieux contrôler le coût des médicaments pourrait générer une économie de 1 milliard \$.
- Lutter contre l'évasion fiscale, la corruption et la mauvaise gestion dans l'attribution des contrats du gouvernement permettrait de récupérer 1,3 milliard \$.

Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, 2014, 10 milliards \$ de solutions. Nous avons les moyens de faire autrement!, document sur les solutions fiscales, 31 pages.

18

Les pauvres s'appauvrissent

Les inégalités entre les plus riches et les plus pauvres ont augmenté.

La situation des gens à l'aide sociale a empiré : au Québec, entre 2003 et 2010, les personnes seules et les couples sans enfants à l'aide sociale ont vu leur pouvoir d'achat diminuer d'environ 3 %.

Au Canada, en 15 ans (1989-2004), le revenu moyen après impôt des 10 % les plus pauvres de la population a diminué de 8 %.

Celui des 10 % les plus riches a augmenté de 24 %.

MESS, 2011, Améliorer la situation économique des personnes: un engagement continu, Rapport de la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, 61 pages. «Inégalité et redistribution du revenu au Canada, 1976 à 2004», Statistique Canada, 2007, cité dans Pierre-Antoine Harvey, 2008, Portrait de la fiscalité et de ses perspectives au Québec, CSQ, 96 pages.

19

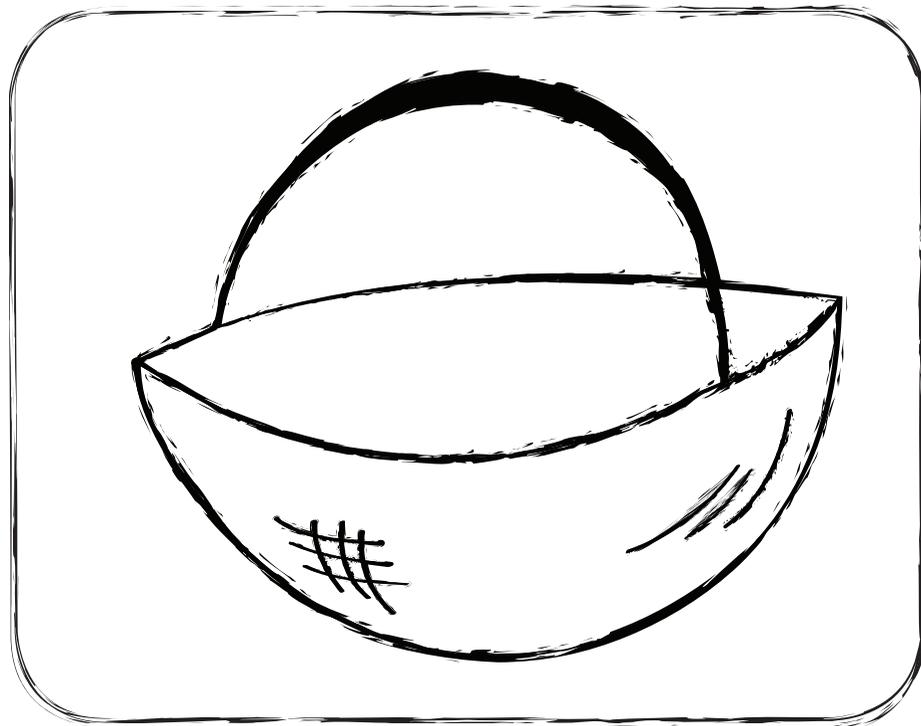
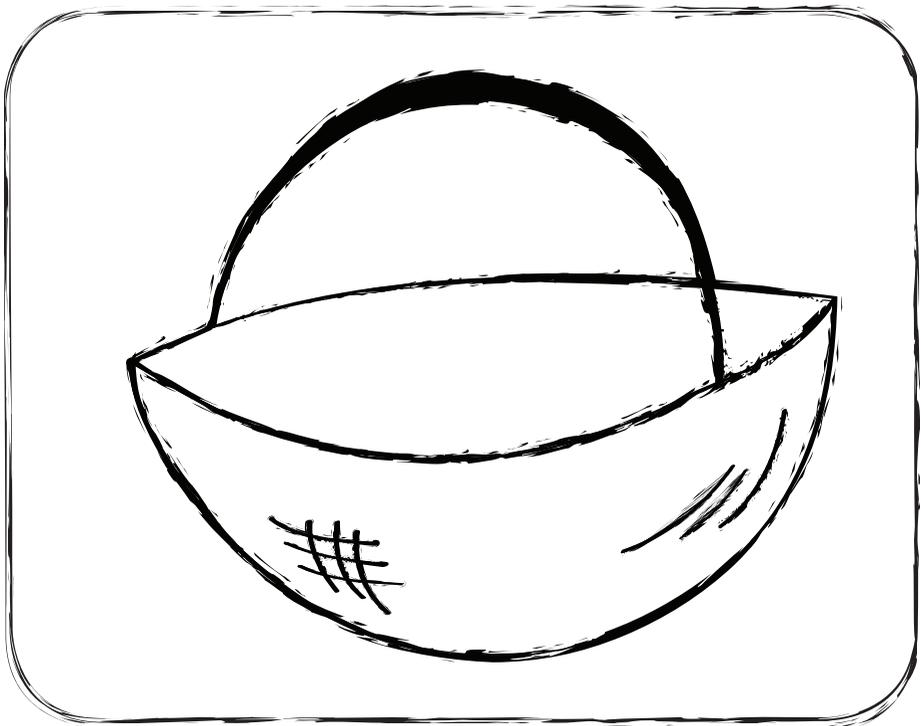
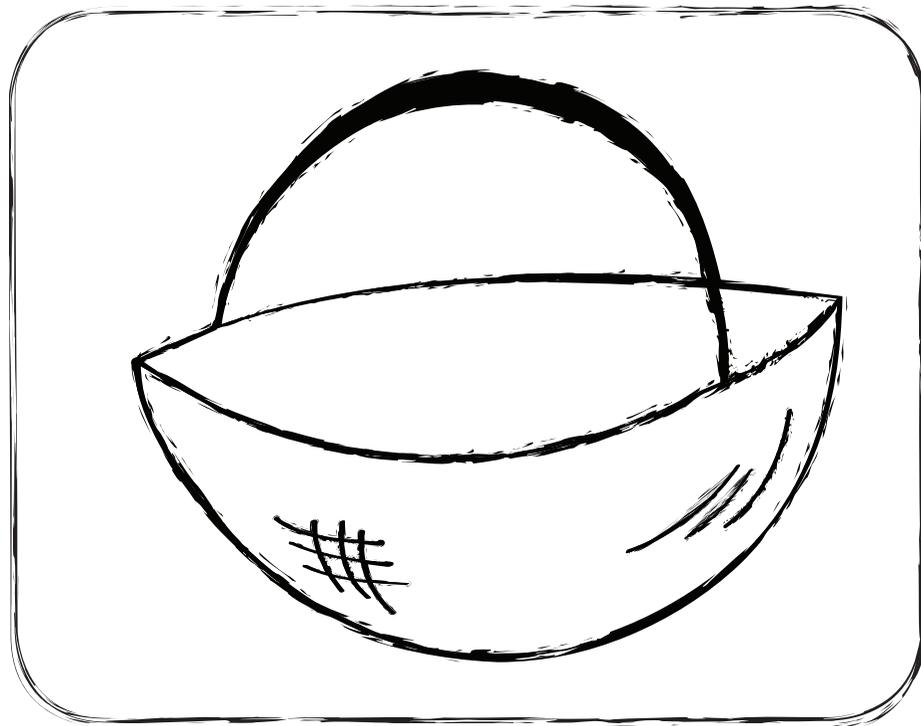
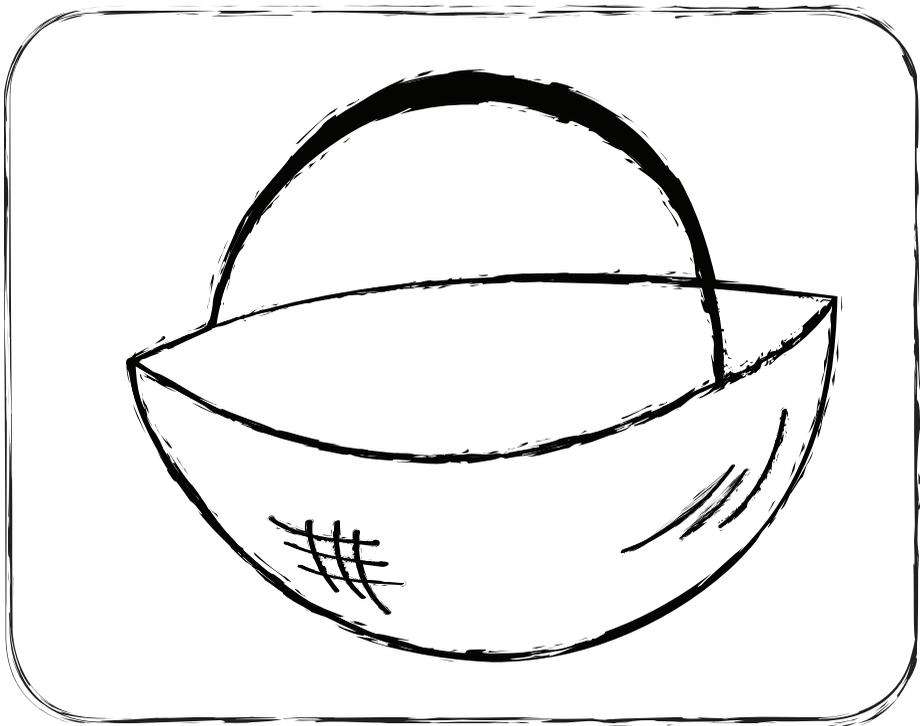
Les pauvres s'appauvrissent

Entre 1976 et 2006, l'économie du Québec a progressé de 71 %.

La majorité des gains de revenus sont allés aux 10 % les plus riches de la population, alors que les 70 % les plus pauvres ont vu leur part de revenus se réduire.

Ève-Lyne Couturier et Bertrand Schepper, 2010, Qui s'enrichit, qui s'appauvrit 1976-2006, IRIS et CCPA, 62 pages.

20



Impôt des entreprises

1,7% des entreprises enregistrées au Québec sont de grandes entreprises. Leurs revenus représentent 88% des revenus déclarés à l'impôt par les entreprises. Pourtant, leur contribution à la fiscalité n'est que de 61%.

On explique cette situation par le fait qu'elles peuvent étaler leurs pertes sur plusieurs années et par les déductions auxquelles elles ont droit.

Elles ont toutefois assumé des charges sociales pour leur personnel, contribué au Fonds des services de santé et payé des taxes à la consommation.

CSN, décembre 2009, «L'impôt sur le revenu, que paient les particuliers?», Fiche 5 de la série de fiches de la CSN sur les finances publiques Se donner le Québec qu'on veut!, 5 pages.

25

Trop imposésE, vraiment?

Les QuébécoisEs ne sont pas les plus imposésEs dans le monde. La majorité des contribuables sont en fait moins imposésEs ou sensiblement de la même façon qu'ils ne le seraient aux États-Unis, dans le reste du Canada ou dans 10 autres pays riches membres de l'OCDE.

Par exemple :

- Parmi les provinces et pays comparés, c'est au Québec que les familles monoparentales et les couples à revenu moyen avec enfants (43 710\$) sont les moins imposés.
- Dans le cas des personnes gagnant environ 29 000\$ par année, le Québec arrive au 2^e rang, derrière l'Australie.
- Peu importe la catégorie de contribuables, le Québec ne dépasse jamais le 7^e rang parmi les 13 pays étudiés. Il est donc considéré comme ayant une charge fiscale moyenne

Francis Fortier et Simon Tremblay-Pepin, février 2013, Les Québécois.es – les plus imposés.es en Amérique du Nord?, Note socio-économique de l'IRIS, 12 pages.

22

Impôt des entreprises

Selon une étude de la Banque mondiale en 2011, le régime fiscal du Québec est l'un des plus favorables aux PME de tout le G8, voire l'un des plus généreux au monde.

Taux combinés (provincial et fédéral) d'imposition sur le revenu des sociétés, 2013 :

Québec	26,9%
Ontario	25%
Caroline du Nord	36,5%
Illinois	37,5%

Pierre Gouin et Gabriel Sainte-Marie, 2012, Les services publics : un véritable actif pour les ménages québécois. La valeur redistributive de l'offre et de la consommation des services publics, rapport de recherche de l'IREC. Francis Fortier, avril 2013, Le taux d'imposition des entreprises au Québec, blogue de l'IRIS.

23

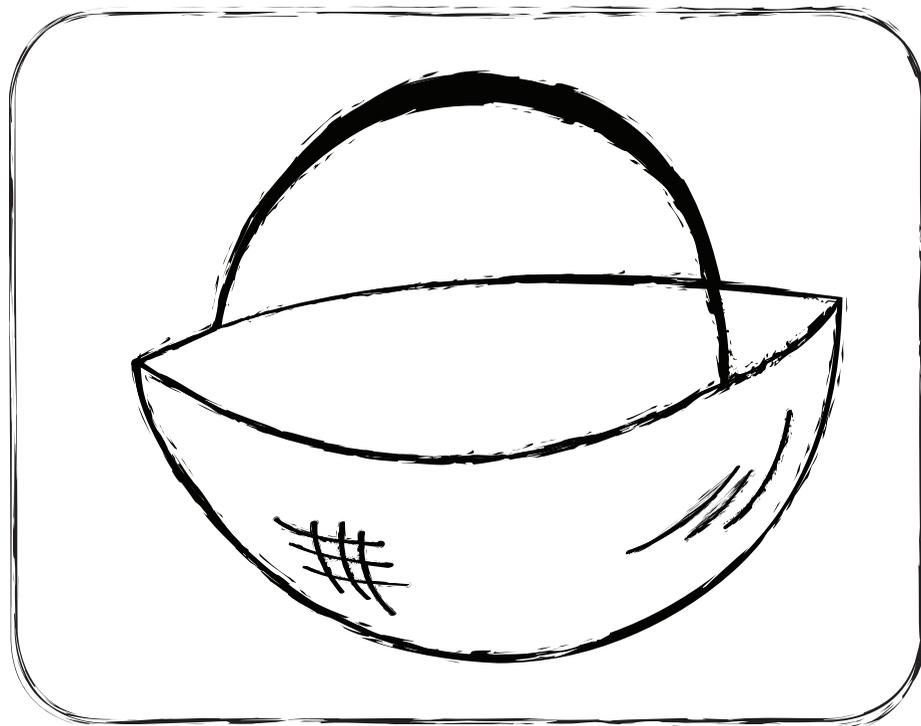
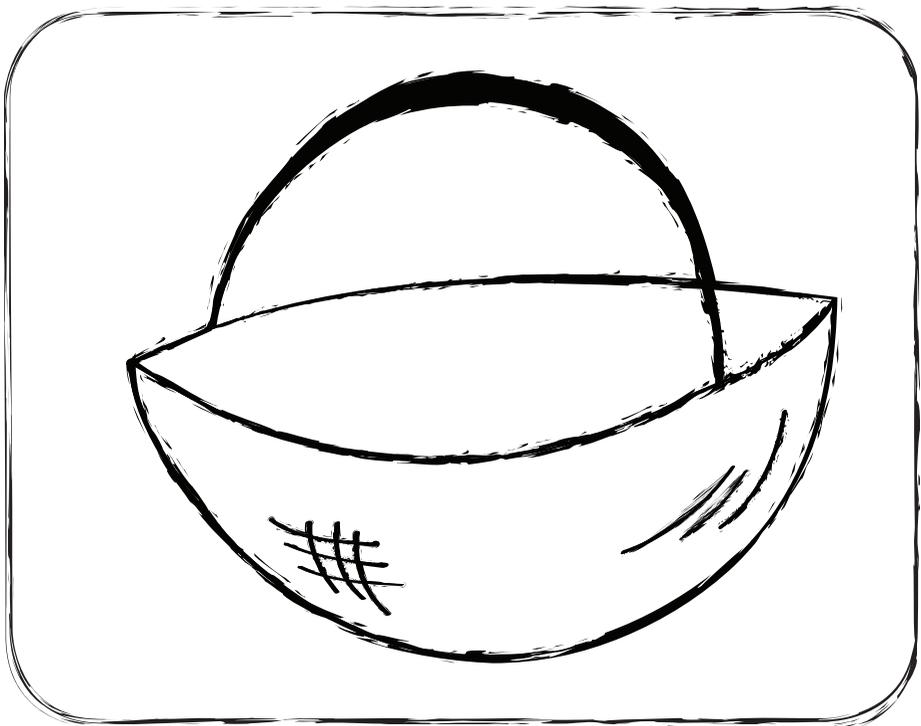
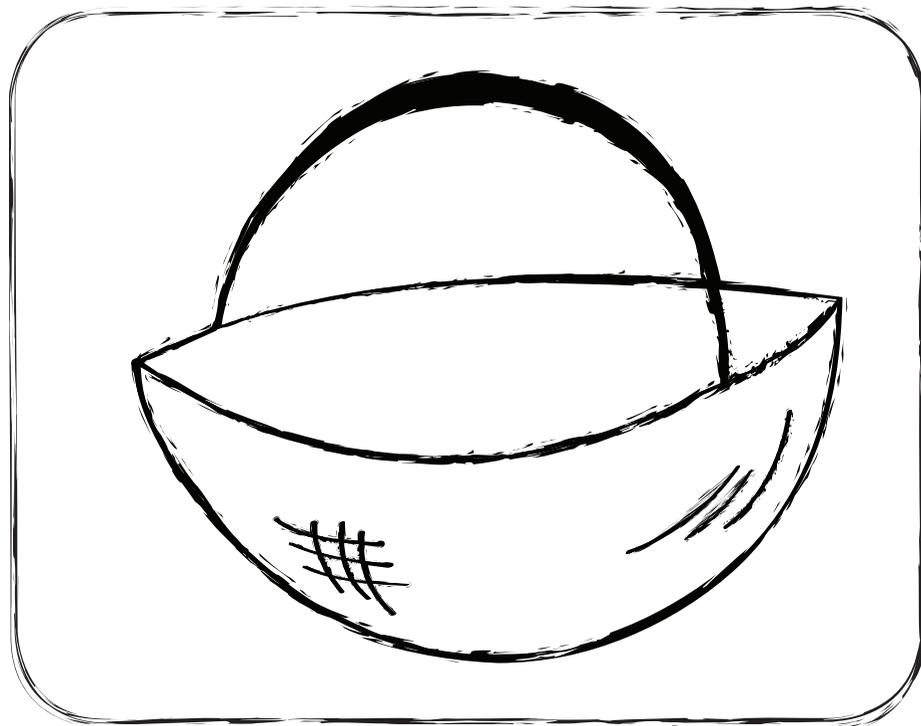
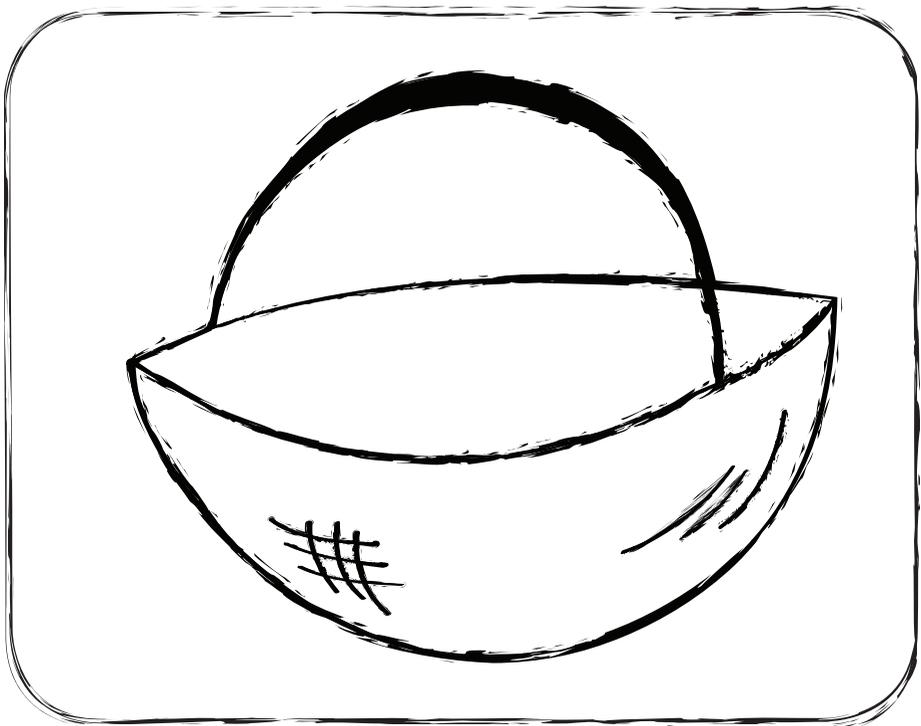
Éliminer la pauvreté pourrait nous faire économiser !

Selon le Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CEPE), le fait de hausser les salaires du quintile inférieur (les 20% les plus pauvres de la population) au même niveau que ceux du quintile suivant permettrait au Québec d'épargner 1,7 milliard \$ en soins de santé.

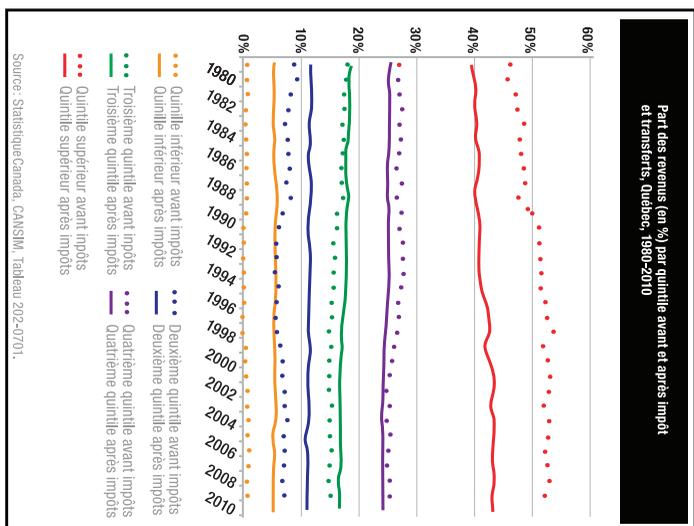
Les programmes de réduction de la pauvreté peuvent contribuer à l'augmentation des recettes fiscales, à la diminution des dépenses en santé, à la baisse de la criminalité et à l'accroissement de la productivité.

La donnée du CEPE est citée dans Gary Bloch, avril 2014, Le coût de la pauvreté au Québec : 17 milliards, Blogue de l'IRIS.

24



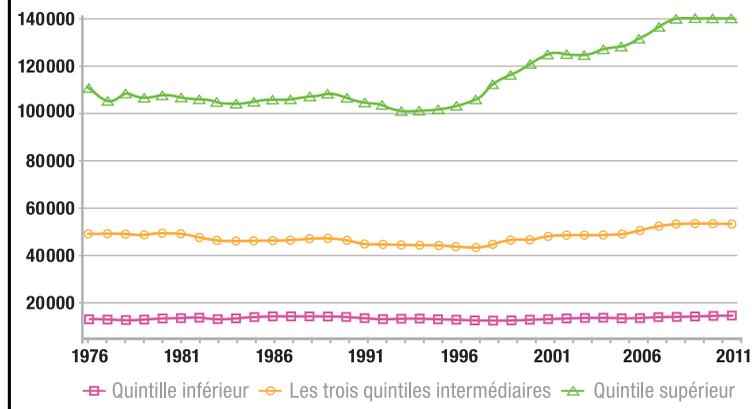
L'impôt contribue à limiter les écarts de revenus



Francis Fortier et Simon Tremblay-Pepin, 2013, *Les Québécois.es – les plus imposés en Amérique du Nord?*, Note socio-économique de l'IRIS, 12 pages.

13

Revenu familial moyen après impôt selon le groupe de revenu, Canada, 1976-2011 (en dollars constants de 2011)



Calculs d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) d'après les données de Statistique Canada. Tableau 202-0703 — Revenu du marché, total et après impôt, selon le type de famille économique et les quintiles de revenu après impôt, dollars constants de 2011, annuel, CANSIM: <http://www4.rhdcc.gc.ca/3ndic.1t.4r@-fra.jsp?iid=22>

21

Financer nos services publics, c'est possible !

Selon une coalition de groupes sociaux, l'État québécois pourrait faire des économies et aller chercher de nouveaux revenus pour financer les services publics.

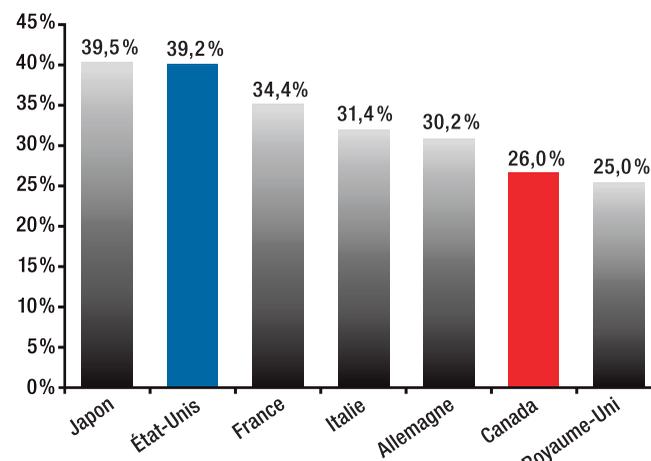
Par exemple :

Augmenter les taxes sur les produits de luxe et diminuer celles sur les biens essentiels ainsi que taxer les services financiers rapporterait plus de 745 millions \$ annuellement pour les finances publiques.

Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, 2014, 10 milliards \$ de solutions. Nous avons les moyens de faire autrement!, document sur les solutions fiscales, 31 pages.

27

Comparaison des taux globaux d'imposition des sociétés dans différents pays (2012)



Ministère des Finances du Canada, cité dans Martin Blais, 2012, *Le taux d'imposition des sociétés*, <http://recto-verso.ca/les-taux-dimposition-des-societes/>

28

